

Juin 2007



Au sommaire de ce numéro

L'Europe et la santé ; le rôle de l'Etat dans les services publics.....	2
Autocensure au théâtre des amandiers de Nanterre ?	3
D'où viennent les Etats-Unis, où va l'Europe ?	3
Biocarburants ; l'introuvable troisième voie du socialisme français.....	5
Détournements linguistiques ; adresses utiles.....	6

Le pouvoir par le vide

IMPORTANT

N'oubliez pas de renouveler votre cotisation à ATTAC si ce n'est déjà fait

(comme vous le savez, notre association a de gros problèmes financiers)

Adressez-nous vos réactions, vos commentaires, vos analyses, vos questions, vos réponses, vos coups de cœur, vos coups de gueule.

Sur ATTAC, sur l'actualité, sur une émission, un film, un livre.

De trois lignes à une page.

Dans le respect des règles de toute publication, et dans la limite impartie (6 pages), nous les publierons. Le prochain numéro paraîtra le 15 septembre : à vos plumes ! N'attendez pas le dernier moment...

Ce numéro vous a intéressé ? Ne soyez pas égoïste, faites en profiter vos amis.

Les élections françaises se sont déroulées avec les résultats que l'on sait : un président directement issu de la droite « dure » et qui ne s'en cache pas, soutenu par une assemblée à majorité absolue « bleu horizon », qui laisse le champ libre à toutes les réformes néo-libérales possibles et imaginables.

Les priorités du gouvernement ne laissent aucun doute quant à l'orientation politique à venir : les franchises dans le domaine de la santé, la carte scolaire à « réformer », le « service minimum » en cas de grève des services publics, l'allègement de l'ISF, et la TVA « sociale » (!), tels sont en effet les maux fondamentaux dont souffrait évidemment ce malheureux pays.

Au plan international, les choses progressent bien également.

En Irak, la démocratie et la paix s'installent un peu plus chaque jour grâce à l'action intelligente de nos amis américains.

La communauté internationale et l'ONU sont de plus en plus efficaces dans la résolution du conflit israélo-palestinien, dans un Moyen-Orient où les droits de l'Homme sont de mieux en mieux respectés.

Le projet, absolument prioritaire, d'installer des boucliers anti-missiles en Europe, donne un prétexte inespéré à ce grand démocrate qu'est Poutine, pour repointer les siens vers nous, comme à la grande époque.

La Chine exploite ses populations jusqu'à un quasi-esclavage, de manière à ce que nous puissions nous émerveiller sur sa croissance de 8% par an, croissance accompagnée d'une pollution industrielle par ailleurs tout à fait remarquable.

Et - on l'avait presque oublié - la présidence allemande de l'Europe a trouvé en notre nouveau chef d'Etat une oreille attentive pour repenser un traité constitutionnel - certes toujours aussi néo-libéral, on vous rassure - mais « allégé », sans doute pour en faciliter la digestion.

Comment en est-on arrivé là ? Par le vide.

Car les propriétaires des grands patrimoines, des multinationales, les opérateurs des marchés financiers, les gouvernements des grandes nations, les institutions financières internationales, ont non seulement à leur disposition des moyens économiques et médiatiques colossaux, mais ils ont en face d'eux un vide quasi-total.

Un vide idéologique, un vide critique, un vide de créativité et d'imagination.

Ce vide miraculeux a permis à Sarkozy, qui n'a rien inventé, de remettre au goût du jour toutes les vieilles lunes.

Par exemple qu'il n'y a pas d'opposition d'intérêt entre les « riches » et les « pauvres », mais entre ceux qui travaillent et ceux qui sont assistés. Que ce qui compte c'est la famille proche et l'intérêt individuel. Que la sécurité, c'est le contrôle et la répression des banlieues chaudes. Que la seule façon de s'en tirer dans un monde de lutte, c'est de se débrouiller par soi-même, quelles qu'en soient les conséquences. Que les riches le sont devenus par leur persévérance, leur discipline et leurs capacités ; tandis que ceux qui sont pauvres le méritent bien, parce que, « génétiquement » feignants, ils ne pensent qu'à profiter de la société plutôt qu'à travailler pour elle.

Ces grosses ficelles sont poussiéreuses comme Thiers, comme Barrès. Mais elles « marchent » toujours. Car cette idéologie n'est pas nouvelle, c'est sur elle qu'on fleurit non seulement le capitalisme à la Thatcher, mais aussi les pires régimes totalitaires ; il semble qu'on ait déjà oublié l'histoire du XX^{ème} siècle.

Et Attac dans tout cela ? Attac aurait une place essentielle pour combler ce vide, pour favoriser cette réappropriation du politique et de son renouveau par les citoyens : c'est bien la place qu'elle voulait occuper, une place unique, indispensable.

Attac - au temps du Zénith, vous vous souvenez ? - se voulait un creuset d'analyses, de critiques, de propositions, d'actions, un concentré de créativité et d'imagination. Seulement voilà : Attac aussi est victime d'une espèce de fatalisme, de la démobilisation de ses propres adhérents et accessoirement d'une bataille interne aussi stupide qu'interminable.

Nous constatons au niveau du 92 les conséquences de cette désaffection. Mais nous voudrions réagir : que ceux et celles qui se sentent vouloir faire quelque chose viennent le 26 Juin en débattre ensemble. Avec enthousiasme et espoir.

Guy Gourévitch

Rappel : réunion Attac 92 le mardi 26 juin de 19 heures à 22 heures, à la Maison de la vie associative, 28 rue Victor-Hugo à Malakoff (métro Malakoff-Plateau-de-Vanves).

L'Europe et la santé : ou en somme nous ?

Vous vous souvenez : la directive marché intérieur des services « ex Bolkestein » de décembre 2006 a, sous la pression du parlement et du conseil, exclu la santé et son financement de son champ de libéralisation.

A la demande ces deux mêmes instances dont une résolution du parlement européen du 23/05/2007, la commission concocte, en ce moment, un cadre communautaire spécifique aux services et soins de santé qui, d'ores et déjà « doivent se voir appliquer le droit communautaire de libre circulation », sous le contrôle de la Commission et de la Cour de Justice, rappelle le parlement.

Soyons tous vigilants.

Groupe Europe ATTAC 92

Le service public de La Poste : Une fin programmée.

A la demande de certains Etats, l'examen, initialement prévu au sommet européen de Rostock au mois de juin 2007, de la nouvelle directive postale prévoyant l'ouverture totale du marché au 1^{er} janvier 2009, serait reporté à l'horizon 2011 ou 2012.

Un recul pour mieux sauter. Ce délai supplémentaire doit être mis à profit par les postes européennes pour faire « évoluer » leurs structures et leurs organisations, donc accélérer les « réformes ». On peut s'attendre comme le préconise déjà la Commission européenne à des économies radicales : suppression d'emplois massifs, évolution du statut pour les fonctionnaires, recours à la sous-traitance, réduction du nombre de bureaux de poste, fin du tarif unique du timbre.

Une fausse liberté pour La Poste d'augmenter ses tarifs. Si la libéralisation des tarifs est fortement recommandée, c'est pour aider pour les nouveaux opérateurs qui auraient eu du mal à s'aligner sur ceux pratiqués aujourd'hui par La Poste.

Geneviève Bourrely

Le rôle de l'Etat dans les services publics appartenant à des secteurs concurrentiels.

L'exemple du service public de La Poste est significatif et permet de comprendre la problématique des autres services publics s'exerçant dans des secteurs concurrentiels.

Le service public

Le service public de La Poste consiste à offrir à chaque citoyen un service de courrier (collecte, transport et distribution des lettres) au même tarif, avec une même qualité de service quelle que soit sa situation géographique sur le territoire national.

Pour appliquer ce tarif, La Poste est obligée de pratiquer la péréquation tarifaire c'est-à-dire que le tarif courrier des liaisons rentables finance celui des liaisons non rentables.

Autrement dit, pour que les liaisons non rentables puissent être assurées au tarif uniforme, le tarif des liaisons rentables est supérieur au coût de revient. La Poste a disposé pendant plusieurs décennies d'un monopole sur les lettres pour éviter que des concurrents potentiels, qui n'ont pas d'obligation de service public, ne profitent de cet écart coût de revient / tarif présenté par La Poste pour « écrémer » le marché en cassant les prix sur les seules liaisons rentables.

L'Union Européenne

Depuis quelques années, l'Union Européenne a réorganisé le marché pour permettre à d'autres opérateurs que La Poste de se développer dans le domaine du courrier. Elle a donc progressivement ouvert le marché du courrier à la concurrence. Elle a supprimé, étape par étape, le monopole sur une partie du courrier, c'est-à-dire les lettres dont le poids est supérieur à une limite donnée.

Pour résoudre le problème du service public et de son financement, elle a introduit deux notions, le service universel postal et le service réservé. Le service universel postal est grosso modo l'équivalent du service public. Il doit être offert par l'opérateur national. En contrepartie, celui-ci bénéficie d'un service réservé, équivalent au monopole. Ainsi ce dernier, en octroyant une part de marché à l'opérateur chargé du service universel, lui permet d'en financer les charges.

La différence avec la situation passée réside principalement dans le périmètre du service réservé. Dans le passé, le monopole s'étendait à toutes les lettres quel que soit leur poids. Aujourd'hui, le service réservé est limité à une catégorie de lettres dont le poids est inférieur à une limite donnée. Cette limite était de 350 grammes avant 2003, elle est passée à 100 grammes en 2003 et à 50 grammes au 1^{er} janvier 2006. La commission européenne prévoit de le passer à 0 gramme, donc de le supprimer totalement, en 2009.

Le résultat de la rencontre du service public et de l'Union Européenne

Si l'on veut conserver après 2009 le service public pour les citoyens, La Poste risque de se trouver en déficit car elle sera obligée de payer des charges non financées par ailleurs (anciennement par le service réservé). Elle ne pourra pas utiliser le système de péréquation tarifaire car elle sera en concurrence dans tout le domaine courrier, y compris sur les segments rentables. C'est ce qui s'est passé avec la poste anglaise British Mail qui a de graves difficultés financières.

Deux situations se présentent alors :

- soit l'Etat subventionne La Poste (ou comble son déficit) pour lui permettre d'assurer le service public (à noter que les subventions d'Etat sont éminemment suspectes aux autorités européennes et considérées comme de la concurrence déloyale). Les citoyens participent ainsi au service public par l'impôt et non en tant qu'utilisateur de La Poste.
- soit on crée un fonds de compensation alimenté par des taxes prélevées par l'Etat sur les autres opérateurs. Ces derniers, et indirectement leurs clients, participent donc au financement du service public également par l'impôt.

On s'aperçoit que de toutes façons, sauf à vouloir supprimer les services publics, on n'arrive pas facilement à éviter la présence et le rôle de l'Etat, y compris dans des secteurs qui seraient devenus entièrement concurrentiels.

En voulant abroger le « monopole d'Etat », on retrouve l'Etat en soutien de l'activité, ce qui est contraire au but recherché et qui « fait mauvais genre » dans la théorie économique libérale.

Geneviève Bourrely

Autocensure au Théâtre des Amandiers de Nanterre?

ATTAC 92 entretient depuis plusieurs années des relations régulières avec le Théâtre des Amandiers de Nanterre. Plusieurs rencontres et conférences y ont été organisées en partenariat, ainsi qu'une Assemblée Générale.

Dimanche 13 mai un débat sur le thème de la Désobéissance Civile était prévu autour de la pièce de Dario Fo "Faut pas payer", avec la participation du Metteur en scène, des acteurs et d'un intervenant d'ATTAC92.

Trois jours avant la date prévue le théâtre nous informe que le débat est annulé. Des explications confuses nous sont fournies invoquant tour à tour l'absence du Metteur en scène, la fatigue des comédiens et finalement la nécessaire prudence des Théâtres Nationaux après l'élection de Sarkozy.

Cela s'appelle de la censure ou plus précisément de l'autocensure.

Contrairement au passé où les Ministres de tutelle prenaient le téléphone pour tancer les récalcitrants, aujourd'hui, les principaux acteurs de la vie culturelle, intellectuelle et médiatique ont tellement intériorisé les limites à ne pas franchir que les gouvernements n'ont même plus à intervenir et peuvent ainsi se targuer de "n'exercer aucune pression".

L'autocensure est un engrenage fatal : on commence par annuler un petit débat avec ATTAC et on se retrouve bientôt en train de déprogrammer ou de refuser des oeuvres.

Il ne s'agit pas pour nous, par dépit ou frustration, de montrer du doigt le Théâtre des Amandiers, mais de souligner qu'une nouvelle étape vient d'être franchie dans un processus gros de tous les dangers pour la Démocratie.

Le Bureau d'ATTAC 92

D'où viennent les Etats Unis, où va l'Europe ?

L'histoire officielle de la naissance de la nation américaine conte l'oppression religieuse et la pression fiscale de la puissance coloniale anglaise. Mais elle reste muette sur le sort des esclaves et le traitement fait aux amérindiens après le retrait français consécutif au traité de Paris de 1763. Quand, en 1830, Alexis de Tocqueville cherche à rencontrer les tribus dont La Rochefoucault, Liancourt, le futur roi Louis Philippe ou son propre oncle Chateaubriand ont chanté les vertus, elles ont disparu, massacrées, dispersées, repoussées plus à l'ouest. L'œuvre de Tocqueville continue à être une référence, l'une de ses conclusions étant la supériorité naturelle de la race anglo-saxonne. Celles des autres observateurs sont oubliées probablement pour avoir démonté les mécanismes de son expansion.

Il est utile de rappeler ces mécanismes pour mieux comprendre la politique actuelle des Etats-Unis qui n'est jamais qu'une copie de cette matrice première. Car nous dépendons tous des agissements américains en raison du poids économique, financier, militaire, politique et culturel de ce pays. Nous copions tous, sans grand esprit critique, le mode de vie américain, symbole de modernité et de prospérité. Ce faisant, nous oublions ce que ce choix de société entraîne surproduction, surconsommation, surexploitation des ressources humaines, gaspillages, accumulation de déchets et approfondissement du fossé entre privilégiés et laissés-pour-compte.

Intentions premières et réalité.

Les premiers pèlerins qui ont fui l'Europe à bord du Mayflower, en 1620, se sont considérés comme le nouveau peuple élu par Dieu pour conquérir le nouveau monde et y construire une nouvelle Jérusalem.

Ils ont voulu créer, sur ce sol généreux, une société égalitaire et civilisée, maîtrisant la nature sauvage. Ils ont voulu fonder aussi un exemple pour les autres nations.

La réalité fut autre : quelques années plus tard le diagnostic d'un français, Jean de Crèvecoeur, tombe comme un couperet : « *Tout va vers ce qui produira du gain : chaque action a son objet, chaque chose son utilité (..) (La civilisation nord américaine) ne se soucie pas du courage, ni de la connaissance, ni d'esprit, ni de naissance : seul l'or compte* » Triomphent le consumérisme, la société mercantile et la course à la fortune. La société blanche, anglo-saxonne et protestante a imposé ses normes au détriment des premiers habitants, les indiens.

Aux valeurs qualitatives indiennes (honneur, sacré, solidarité économique communautaire) elle oppose l'individualisme accaparateur, ses attitudes égocentriques, son sens du calcul des profits et pertes, sa façon très gaspilleuse d'exploiter la nature, son appropriation privative des terres. La conception anglaise de la propriété sera une arme culturelle et juridique pour la conquête du continent par les blancs.

Le processus

La tactique de conquête des nouvelles terres est relativement simple : alors qu'un traité est établi qui confère et garantit des terres aux Amérindiens, les autorités dirigent les nouveaux venus (Anglais, Allemands, Suédois, Ecossais, etc.) aux frontières indiennes et leur indiquent que la seule façon d'avoir des terres est de les prendre sur le territoire de chasse des Indiens. Les pauvres se lancent, souvent en groupe, vers ces propriétés gratuites ou presque dont ils ont rêvé dans la lointaine Europe. Les Amérindiens, estimant qu'ils sont sur leurs territoires, les attaquent, en tuent quelques-uns. Les nouvelles communautés font alors appel à l'Etat, à l'Etat Fédéral où à des milices privées (les Rangers) lesquels assaillent à leur tour les Indiens et, le plus souvent, à cause de la différence technique et de puissance de feu, les battent et s'emparent ainsi de nouveaux territoires, rendant caduques les articles des traités de paix précédents. Et ainsi de suite. De temps en temps, comme peu après le départ des Français, en 1763, une confédération d'Indiens se forme et lève une armée, dirigée par le chef Pontiac, mais est défaite. Un nouveau traité de paix est signé, qui sera à son tour débordé par les nouveaux venus et ce processus ne s'achèvera qu'avec la disparition de toute résistance indienne et le parage des tribus survivantes dans des réserves. Ainsi la terre donnée par Dieu, la nouvelle Jérusalem peut enfin trouver son espace « naturel » et les enfants des Etats-Unis peuvent chanter « This land is our land, from California to the New York Island, it's the land of you and me ».

On justifie le traitement infligé aux indiens en dessinant d'eux une image négative et en insistant sur leurs cruautés, même si certains des professionnels en contact avec eux, commerçants, missionnaires, naturalistes ou militaires contredisent ces stéréotypes.

« *L'Amérique est une nation qui se ment à elle-même sur son identité et sur sa qualité* » Connor Cruise (The Visions of the Negro Intellectual, 1967)

« *Tous ses idéaux : justice, égalité, liberté, qui ont fondé ce pays, ont disparu* » Russel Banks, écrivain.

Conclusion

Cette courte entrée dans l'univers mental des Nord-américains à la fin du XVIII^e Siècle et aux débuts du XIX^e, si on la compare aux comportements collectifs de ce pays aujourd'hui montre que des éléments de celui-ci s'expliquent, certes, par l'intérêt ou la logique géostratégique mais également par des schémas mentaux, nés dans l'histoire, lesquels, jugés normaux, ne pourront pas être remis en cause.

Ainsi, on attribue souvent l'appui des Etats-Unis au régime israélien soit à des logiques stratégiques : leur pion en Moyen Orient, soit au poids d'un supposé « lobby juif ». Nous ne nions pas cette possibilité, mais il nous paraît que ce soutien a des racines plus profondes : les israéliens se conduisent envers les palestiniens comme les Etats-Unis se sont comportés envers les Amérindiens. Tant que les Etats-Unis resteront la puissance hégémonique qu'ils sont devenus, lobby juif ou non, les israéliens peuvent dormir tranquilles. Les Américains pensent inconsciemment que leur création de colonies, leur façon de conclure des accords et de ne jamais les entériner, leur façon de s'approprier des terres et de brûler des villages, relèvent de la normalité, puisque c'est bien ce que leurs ancêtres ont fait.

Ces schémas mentaux, nés dans l'histoire, sont aussi une clé de compréhension de ce que nous observons sur la scène mondiale, telle la rhétorique de justification du droit de guerre préventive ou d'ingérence, en contradiction avec le droit des peuples à se gouverner et avec le respect des souverainetés nationales, tels le prétexte de la cruauté de Saddam Hussein, ou le sort des femmes afghanes pour envahir Irak et Afghanistan.

Il en est de même pour la destruction de la nature par un système économique prédateur : elle naît aussi avec la nation américaine. Ce qui frappait les aristocrates français, c'est le respect que les Indiens, des chasseurs collecteurs, portaient à la nature, qu'ils ne transformaient pas pour qu'elle les nourrisse. Par contre les Anglo-saxons, affamés de terres, veulent, et réussissent, à en tirer des richesses qui sont soulignées par nos mémorialistes. Mais ceux-ci notent aussi l'épuisement rapide de certaines terres par ce type d'agriculture. Il faudra en fait attendre un siècle pour que les prédictions catastrophiques de Crèvecoeur et autres Fréneaux deviennent des réalités, comme le content Steinbeck et d'autres écrivains américains dans les années 1920-1930.

Toujours est-il qu'une agriculture industrielle crée un écosystème de plus en plus artificiel, s'opposant, avec ses tracteurs et ses OGM, à celui que connaissaient les Amérindiens. Comme si la civilisation des Etats-Unis n'avait réussi à se développer qu'en niant les premiers occupants de ces terres et en bâtissant un univers technique qui se présente comme le miroir inversé de ces sages que l'on disait sauvages.

Mais ces orientations dangereuses sont parfois compensées par des élans de générosité et de respect d'autrui, tel ceux du naturaliste Quaker Baltram, qui, lui aussi, admirait la sagesse des Amérindiens et vaticinait la soif de possession de ses compatriotes.

Ouverture : où ira l'Europe ?

Ajoutons à ce caractère ambivalent de la culture américaine, et à son caractère caché, d'autres constatations confirmées et par l'histoire et par la réalité contemporaine :

- suprématie absolue des intérêts nationaux, quitte à aller à l'encontre des principes proclamés et à soutenir des régimes répressifs ;
- puissance militaire permettant d'intervenir partout où ses intérêts nationaux sont ou seraient menacés, quitte à entreprendre une illégitime guerre préventive ;
- arbitrage du bien et du mal dans le monde, justifiant l'unilatéralisme et le déni des politiques multilatérales.

C'est dire l'impossibilité pour l'Europe de s'adonner à un suivisme servile ou à un alignement aveugle vis-à-vis des Etats-Unis. Forte de la diversité de ses composantes, instruite par sa longue histoire (et les erreurs commises, ainsi que le résultat ambivalent des actions initiées, comme la colonisation, pour le bien de la civilisation) et capable d'une lecture souvent plus perspicace des événements internationaux, elle sait depuis plus d'un demi-siècle faire la paix avec ses ennemis d'hier et donner priorité au traitement multinational des affaires du monde.

Elle peut et doit dorénavant trouver une voie d'excellence en matière d'environnement et de lutte contre les gaspillages.

Elle a tous les atouts pour pouvoir « produire une politique de la qualité de la vie » comme le réclame E. Morin.

Claude Latreille, Pierre Tripier

Biocarburants : La flambée du prix des céréales pourrait affecter les pays pauvres

Les pays pauvres manqueront-ils d'aliments à cause de la hausse des prix des céréales due à leur utilisation pour les biocarburants ? Dans leurs récents rapports, publiés successivement, la Banque mondiale et la Food and Agriculture Organisation (FAO), l'agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, s'inquiètent des conséquences de la flambée des prix des céréales, due à l'utilisation croissante des biocarburants, pour les pays pauvres.

Selon le rapport de la Banque mondiale, si les stocks de maïs sont tombés à 16% de la consommation annuelle mondiale, c'est en partie, à cause de la part importante des récoltes américaines attribuées à la production de biocarburant. Or, les Etats-Unis, qui sont les premiers producteurs et exportateurs mondiaux de maïs devraient dédier cette année, 25% de plus de leur récolte à la fabrication de biocarburant. Le rapport prévoit que les prix des céréales en général pourraient connaître une hausse supplémentaire de 40%, cette année, ce qui serait dramatique pour les pays pauvres, tels que le Kenya, par exemple, où le maïs est à l'origine de 58 % de l'apport calorique des ménages très pauvres.

Dans la même lignée, le rapport de la FAO, fait part de ses craintes concernant la hausse de la facture mondiale des importations alimentaires pour les pays pauvres. Pour la première fois, la facture des importations alimentaires devrait dépasser les 400 milliards de dollars, soit environ 5% de plus qu'en 2006. Une hausse que le rapport attribue, lui aussi, à la croissance de la demande en biocarburants.

source: <http://www.developpementdurablelejournal.fr/spip.php?article562> Coordination du groupe de travail "Energie".
Contact : attac94@attac.org

De Lionel Jospin à Ségolène Royal : l'introuvable troisième voie du socialisme français

Une contribution personnelle à l'étude du PS de Philippe Marlière vient de paraître sous ce titre dans un numéro spécial de la revue Mouvements [<http://www.mouvements.asso.fr/spip.php?article57>], consacré à la gauche en France. Philippe Marlière est maître de conférences en sciences politiques à l'université de Londres.

Résumé de l'article :

Le défi incarné par la « modernisation » du New Labour britannique engagée par Tony Blair a-t-il permis aux socialistes de dégager une « troisième voie socialiste » qui ne soit pas synonyme de renoncement face à la mondialisation néolibérale ? Philippe Marlière analyse les errements idéologiques et politiques du Parti socialiste français depuis dix ans. Il est possible de faire circuler ce papier et de le poster sur des sites internet. Mouvements demande simplement qu'il soit clairement fait état de la publication en ces termes : "Article publié dans la revue Mouvements. Numéro spécial « 1997-2007: où est passée la gauche française ? », No 50, Juin-Août 2007."

L'article conclut ainsi :

Ce nouvel échec cuisant de la gauche est avant tout celui du PS qui a mené cette campagne sans ligne politique claire, sans avoir défini au préalable ce que signifiait le socialisme du XXI^e siècle, ou encore sans se demander ce qu'il souhaitait

accomplir une fois au pouvoir. Ballotté au gré des sondages d'opinion, il a pensé – à tort – qu'une candidature féminine combinée à l'hostilité suscitée par Sarkozy seraient suffisants pour renouer avec la victoire. La droite a gagné triomphalement en étant de droite, la gauche a perdu spectaculairement en n'étant pas clairement de gauche. Aux socialistes honnêtes d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Détournements linguistiques

Charges patronales : depuis des années, le leitmotiv des patrons, des amis de droite et repris comme message divin par les médias, est qu'il faut baisser les « charges patronales ». Quelles « charges patronales » ? Oui, vous comme moi ne connaissons que les « cotisations » patronales, pas les charges. Mais le fait d'appeler « charges » des cotisations aide à mieux faire passer l'idée qu'elles sont lourdes, difficiles à supporter, et qu'il est donc obligatoire, pour redonner du dynamisme à notre pays (ce qui passe inévitablement avant tout par le dynamisme des entreprises), de baisser, d'alléger des charges insupportables. Beaucoup de gens, sans s'en rendre compte, utilisent ce vocabulaire destiné exclusivement à servir l'idée d'une baisse de cotisations patronales. Après, quand on manquera de moyens pour payer les retraites, on fera une « réforme ».

Travailler plus pour gagner plus : c'est LE slogan de ce début de siècle. Avant, cela semblait normal d'espérer gagner plus si on travaillait plus. Maintenant, il faut le préciser, comme si on pouvait soupçonner la droite de préparer des « réformes » pouvant conduire à travailler plus pour ne pas gagner plus... Loin de nous cette idée ! Cette formule magique appelle néanmoins deux remarques : 1) La plupart des gens n'ayant pas envie de se tuer au travail et souhaitant voir de temps en temps leurs conjoints et leurs enfants, il va de soi que « travailler plus pour gagner plus » n'est qu'un pis-aller signifiant surtout qu'en travaillant déjà toute la semaine on ne peut plus vivre décemment. 2) Cette expression est mensongère, car comme Sarkozy l'accompagne d'une « réforme » de la fiscalité bénéficiant aux plus riches, de privatisations et d'une augmentation généralisée des frais de santé, il est évident que les travailleurs auront surtout la possibilité de « travailler plus pour gagner plus, mais voir son pouvoir d'achat baisser ».

Stéphane Arlen président de l'association Faire Le Jour www.fairelejour.org lu dans ReSPUBLICA www.gaucherepublicaine.org

ATTAC 92 : les adresses utiles

Siège social: 53, boulevard Henri sellier 92150 Suresnes. attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92>

Composition du bureau :

président : Guy Gourevitch ;
secrétaire général Bernard Blavette ;
trésorier Hubert Guérinet.
Jacques Pinoteau est secrétaire général adjoint.

Chargés de mission :

Correspondant électronique local : Jean-Claude Matarosso jcml@laposte.net
Gestion du fichier : Nicolas Lasman
Responsable du journal angle d'ATTAC : Jean-Paul Allétru (jean-paul.alletru@wanadoo.fr).
Responsable du site ATTAC92 : Jean Louis Montel web.attac92@attac.org
Merci de signaler votre départ du 92, votre changement d'adresse, votre changement de courriel ,votre arrivée dans un nouveau groupe de proximité au courriel du Comité Local : attac92@attac.org

Commissions :

- Europe : Marie Catherine DESAULTY 01 43 50 74 64 mc.desaulty@free.fr
- Energie : Claude VOJTOVIC linette12@infonie.fr
- Manifeste : Michel Berger michel-berger@wanadoo.fr

Bulletin d'adhésion 2007

NOM (en capitales) :PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)
Date de naissance :Profession :
Adresse :Code postal :Ville :Pays : Téléphone fixe :
..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2007 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 12 €	de 450 à 900 € : 20 €	de 900 à 1 200 € : 34€	de 1 200 à 1 600 € : 45 €
	de 1 600 à 2 300 € : 60 €		de 2 300 à 3 000 € : 70 €	de 3 000 à 4 000 € : 100 €
	au-delà de 4 000 € : 130 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association. je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) : par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60646 Chantilly cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 103, Avenue Achille Péretti – 92000 Neuilly

Responsables de la publication : Guy Gourevitch (guy.gourevitch@freesurf.fr), Bernard Blavette (bernard.blavette@wanado.fr)